



New York (Etats-Unis), Vendredi 7 juillet 2006

Échec des discussions sur les armes à feu aux Nations Unies : la Conférence ne parvient pas à enrayer la crise mondiale des armes

En dépit des efforts de la majorité des gouvernements en vue de promouvoir des changements réels, la Conférence longtemps attendue des Nations Unies sur les armes légères s'est soldée par un échec. Prise en otage par un petit nombre d'États, notamment les États-Unis, la Conférence s'est révélée incapable de convenir de quelque disposition que ce soit visant à s'attaquer à la crise mondiale des armes à feu.

Les délégations de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine, les régions les plus affectées par la prolifération des armes à feu, ont déploré que leurs intérêts aient été négligés.

Selon Rebecca Peters, Directrice de IANSA : « Les gouvernements devront longtemps assumer la responsabilité accablante de cette situation : ils ont permis à un petit nombre d'États de les prendre en otage et de détourner tout projet susceptible d'améliorer cette crise mondiale. »

La Conférence de révision des Nations Unies sur les armes légères, qui ne représente que la deuxième conférence de ce genre à être convoquée par les Nations Unies, aurait dû fournir un cadre clair permettant aux gouvernements de protéger les populations contre la violence armée. Elle s'est cependant terminée dans un climat d'amertume et de frustration à mesure que tout accord sur la plupart des questions essentielles était bloqué par une poignée d'États, l'élaboration d'un document final se révélant impossible.

Avant la faillite totale des discussions à la fin de la journée, une obstruction s'était manifestée dans les domaines suivants :

- Les États-Unis ont refusé que la Conférence reconnaisse l'impact de la prolifération des armes légères sur le développement.
- Malgré leur préoccupation affirmée pour le coût humain de la violence due aux armes légères, les gouvernements ne sont pas parvenus à un accord en vue de fournir une assistance aux survivants de la violence armée.
- L'accomplissement de progrès quant à la mise en oeuvre de normes mondiales en matière de transferts d'armes internationaux – qui permettrait d'empêcher les exportations vers des destinations où l'utilisation des armes pourrait donner lieu à des violations des droits de l'homme – a été principalement entravé par Cuba, l'Inde, l'Iran, Israël et le Pakistan. 115 gouvernements s'étaient prononcés en faveur de dispositions plus fermes sur le contrôle des transferts et un million de personnes provenant de 160 pays avaient participé à la pétition des millions de visages (Million Faces petition) appelant à l'instauration de normes mondiales en matière d'exportation d'armes, qui a été présentée à Kofi Annan à l'occasion de l'ouverture de la Conférence la semaine dernière.
- La discussion sur la façon dont le durcissement des législations nationales peut prévenir les morts par arme à feu a été bloquée par les États-Unis. 60 % des armes à feu dans le monde sont détenues par des civils et de nombreux pays reconnaissent que des législations nationales sur les armes à feu revêtent une importance vitale dans la lutte contre la violence armée.
- Les États-Unis ont agi en vue de prévenir toute réunion internationale de suivi visant à discuter du commerce des armes légères.

« Mon pays a atrocement souffert des effets du commerce incontrôlé des armes et continue de souffrir parce que les armes se trouvent toujours entre les mains de la population civile à l'heure actuelle, alors que notre



guerre a pris fin. Même si ce n'est pas nous qui fabriquons ces armes à feu, elles se retrouvent dans notre pays, où elles érodent notre sécurité et ont des conséquences terribles sur notre développement. », a déclaré Florella Hazeley, du Réseau d'action sur les armes légères de la Sierra Leone, un membre de IANSA.

« J'ai assisté à cette réunion dans l'espoir que les gouvernements du monde coopéreraient afin de s'attaquer à ces problèmes et de répondre aux besoins des survivants de la violence due aux armes à feu. Ils ont échoué sur toute la ligne. Comment puis-je rentrer chez moi et expliquer cela ? », a-t-elle poursuivi.

D'après Rebecca Peters, « L'échec de cette réunion ne portera pas atteinte à la somme énorme de travail accomplie à l'échelle locale, nationale et régionale dans le monde entier afin de protéger les populations contre la violence armée. Mais la prolifération des armes à feu est un problème mondial, qui doit donc être résolu à l'échelle mondiale, et nous poursuivrons nos efforts dans ce sens. »

Contact : Anthea Lawson au +44 (0)7900 242 869

Note aux éditeurs :

Pour des statistiques relatives à l'étendue et à l'impact du commerce des armes légères, voir http://www.iansa.org/campaigns_events/documents/2006/Statistics-2.pdf

IANSA est un réseau mondial de plus de 700 organisations de la société civile comprenant des militants des droits de l'homme, des militants pour la démocratie, des organisations pour le développement, des organisations humanitaires et de santé publique et des groupes de soutien aux victimes. Ses membres oeuvrent pour le contrôle du commerce international des armes et l'application de lois protégeant les personnes contre la violence due aux armes à feu. Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site www.iansa.org